

Point de Presse du Conseil d'Etat

24 avril 2013

La version Internet fait foi

M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat
Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève internationale.....	4
Réalisation du Campus Santé : l'occasion d'améliorer la mobilité au Grand-Saconnex.....	4
Genève-Confédération	5
Courant d'origine renouvelable : oui à un meilleur soutien de la production	5
Oui à l'ordonnance contre la traite des êtres humains	5
Genève	6
Audit de gestion du service des votations et élections et rapport concernant l'invalidation de la votation du 3 mars 2013 (IN 146)	6
Presinge : augmentation du potentiel de zones constructibles.....	6
Lancy : l'Etat rend possible la création d'un centre socio-culturel sur l'esplanade des Palettes	7
Meyrin : approbation du plan de site de Meyrin-Parc	8
Parc-relais à la jonction autoroutière de Ferney-Voltaire : vaste étude programmée	8
Création de « zones bleues » dans les nouveaux parkings en sous-sol.....	8
Adoption du rapport de gestion et des comptes 2012 de la Fondation des parkings.....	9
TPG : adoption des comptes et du rapport sur la réalisation de l'offre 2012.....	10
Cliniques genevoises de Joli-Mont et de Montana : comptes 2012 approuvés.....	11
Fondation d'aide aux entreprises : comptes 2012 approuvés	11
Métiers de la métallurgie du bâtiment : extension du champ d'application des conventions collectives de travail.....	11
Ouverture de la période de dépôt des listes pour les premières élections cantonales sous l'ère de la nouvelle constitution et adaptation de la législation.....	12
Le règlement d'application de la loi sur l'exercice des droits politiques adapté à la nouvelle constitution.	12
Suppression du transport du matériel électoral par la police.....	13
Changements de conseillères et conseillers municipaux	13
Agenda des invitations à la presse	15

Genève internationale

Réalisation du Campus Santé : l'occasion d'améliorer la mobilité au Grand-Saconnex



Le Conseil d'Etat a écrit à la commune du Grand-Saconnex pour lui faire part de sa proposition d'accompagner la mise en service du Campus Santé, prévue à l'horizon 2016, par des mesures visant à améliorer la mobilité du secteur et à réduire le trafic de transit dans le village. Le Campus Santé regroupera le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et certaines organisations internationales oeuvrant dans le domaine de la santé.

Le gouvernement rappelle que la route des Nations attendue pour 2019 permettra, par des mesures d'accompagnement efficaces guidant le trafic de transit sur le réseau primaire, de supprimer le trafic de transit sur la route de Colovrex et l'Ancienne-Route. D'ici 2016, l'Etat s'engage à mettre en œuvre certaines mesures pour réduire le trafic de transit, en particulier l'aménagement d'un *by-pass bus* au niveau de l'intersection des routes de Colovrex et du Bois-Brûlé afin de mieux orienter le trafic pendulaire vers la route de Ferney.

Par ailleurs, un important travail devra être mené en parallèle, sous l'égide de la Mission suisse, avec les organisations internationales du secteur des Nations, afin de mettre en place un plan de mobilité d'entreprises faisant une part plus importante aux alternatives à la voiture, principalement pour le déplacement pendulaire des employés.

Le Conseil d'Etat appuie la commune du Grand-Saconnex dans sa démarche visant à améliorer la mobilité sur son territoire.

Pour toute information complémentaire : M. Michael Meier, secrétaire général adjoint, DU, ☎ 022 388 90 74, ou M. Thierry Messenger, directeur de la région Lac-Rhône, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 19.

Courant d'origine renouvelable : oui à un meilleur soutien de la production

Le Conseil d'Etat a répondu favorablement à une consultation du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication sur une modification de l'ordonnance sur l'énergie.

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat salue l'augmentation du supplément destiné à financer la production d'électricité d'origine renouvelable qui permettra, en particulier, de débloquer des projets actuellement sur liste d'attente.

Pour toute information complémentaire : M. Olivier Epelly, directeur général de l'office cantonal de l'énergie, DS, ☎ 22 327 93 64.

Oui à l'ordonnance contre la traite des êtres humains

Le Conseil d'Etat a répondu favorablement à une consultation du Département fédéral de justice et police relative au projet d'ordonnance sur les mesures de prévention des infractions liées à la traite des êtres humains (ordonnance contre la traite des êtres humains).

Le Conseil d'Etat approuve ce projet, qui permettra à la Confédération de prendre des mesures préventives concrètes dans le domaine de la lutte contre la traite des êtres humains. Sur la base de cette ordonnance, la Confédération pourra aussi contribuer au financement de projets spécifiques ou d'activités régulières de prévention proposées par des associations ou autres organisations luttant contre la traite des êtres humains et accompagnant les victimes. Elle pourra également soutenir ces organisations par des contributions financières.

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat souligne que si le projet d'ordonnance pose un cadre légal satisfaisant au financement des mesures de prévention, il conviendrait que les moyens mis à disposition des organisations soient plus élevés que ceux proposés dans la consultation.

Enfin, le Conseil d'Etat tient à saluer le travail du service de coordination contre la traite des êtres humains et le trafic des migrants (SCOTT), dont l'action de coordination est indispensable. A ce sujet, il estime que l'ancrage des compétences du SCOTT au niveau de l'ordonnance constitue une reconnaissance de l'importance de son action.

Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DS, ☎ 022 327 92 09.

Audit de gestion du service des votations et élections et rapport concernant l'invalidation de la votation du 3 mars 2013 (IN 146)

Le Conseil d'Etat a pris connaissance de [l'audit effectué par la Cour des Comptes concernant le service des votations et élections \(SVE\)](#). Saisie à la demande de la Chancellerie d'Etat le 18 octobre 2012, la Cour avait pour objectif de vérifier si les procédures étaient suffisamment formalisées et le contrôle interne en place adéquat, au vu des risques inhérents aux droits politiques.

Le Conseil d'Etat a pris acte des conclusions de l'audit, qui indique que le niveau de maturité du système de contrôle interne exigé n'est pas atteint par le SVE en ce qui concerne la prestation « exercice des droits politiques ». Il note également que la chancellerie d'Etat a, sans attendre l'audit, pris en novembre 2012 les mesures organisationnelles nécessaires. Le Conseil d'Etat constate que les recommandations formulées par la Cour des Comptes confirment la pertinence et la proportionnalité des mesures mises en place ces derniers mois, auxquelles s'ajoutent celles découlant du rapport relatif à l'invalidation du scrutin du 3 mars 2013 (IN 146).

A ce sujet, le Conseil d'Etat partage l'analyse effectuée par la chancellerie et l'ensemble des services concernés. Il relève que les mesures proposées permettent de mieux prendre en compte la gestion globale des risques transversaux liés aux processus d'adoption des textes d'initiatives, depuis leur dépôt jusqu'à la votation. Il soutient la proposition de mise en œuvre d'un système de gestion documentaire commun et d'un flux de circulation de l'information unique. Il approuve également l'introduction d'une fonction de coordinateur qui permettra de rompre avec une vision compartimentée, au profit d'un pilotage global de l'ensemble du processus.

Le Conseil d'Etat tient à relever que la chancellerie d'Etat conduit actuellement une réforme de fond, visant à l'amélioration et la sécurisation de nombreux processus, dont celui de contrôle interne. Il l'assure de son soutien et lui renouvelle sa confiance pour mener à bien cette mission dans les délais impartis.

Pour toute information complémentaire : M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat, en contactant Mme Teresa Skibinska, secrétaire générale adjointe, DIP, ☎ 022 546 69 35 ou 079 503 77 99.

Presinge : augmentation du potentiel de zones constructibles

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune de Presinge afin de créer, à l'angle des routes de Presinge et de la Louvière, une zone de développement 4B (zone rurale destinée principalement aux maisons d'habitation) et une zone de bois et forêts. Cette extension du village permettra d'augmenter le potentiel de zones constructibles actuellement disponible à



Presinge.

D'une superficie totale de 25 000 m² et actuellement affecté à la zone agricole, le périmètre comprend une parcelle de 21 700 m² appelée à devenir une zone de développement 4B. Les 3300 m² de terrains restants seront classés en zone des bois et forêts.

Le périmètre concerné se situe dans un secteur central où se trouvent actuellement la salle communale, un restaurant, l'église et la mairie de Presinge. Afin de créer un véritable centre villageois, la nouvelle zone de développement 4B permettra de construire cent nouveaux logements. L'aménagement en pente du lieu permettra de mettre en valeur le nouveau quartier et de conserver un dégagement paysager. La proximité de la route de Presinge favorisera, quant à elle, l'installation de commerces et d'activités.

Ce projet de modification des limites de zones est conforme au plan directeur cantonal actuellement en vigueur, ainsi qu'au plan directeur communal de Presinge (PDCom 2007). L'enquête publique ouverte du 26 juin au 27 août 2012 a donné lieu à trois lettres d'observations. Le Conseil municipal de la commune de Presinge a par ailleurs préavisé favorablement ce projet le 19 février dernier.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 80.

Lancy : l'Etat rend possible la création d'un centre socio-culturel sur l'esplanade des Palettes

Le Conseil d'Etat a abrogé le plan localisé de quartier (PLQ) portant sur l'esplanade des Palettes, située entre la route de Saint-Julien et l'avenue des Communes-Réunies à Lancy.



Les choix d'aménagement prévus par ce PLQ adopté en mars 1999 ne correspondent pas au projet lauréat d'un concours d'architecture organisé en novembre 2011 par la commune de Lancy. Par ailleurs, conformément aux dispositions prévues à [l'article 2 alinéa 2 de la loi générale sur les zones de développement \(LGZD\)](#), il n'est pas nécessaire de procéder à l'élaboration d'un nouveau PLQ lorsqu'un concours d'architecture a désigné un projet.

Le projet lauréat du concours, intitulé « Mégaron », prévoit la construction d'un bâtiment regroupant un boulodrome, des locaux d'activités, des salles de cours, des locaux associatifs, une salle d'exposition, une salle polyvalente et un café citoyen. Un bâtiment « culture et sport » de forme circulaire, entièrement vitré et situé coté carrefour entre la route de Saint-Julien et l'avenue des Communes-Réunies, sera également créé et comprendra une salle omnisport, une salle de musique et une bibliothèque multimédia. Outre ces espaces de loisirs, ce projet prévoit l'aménagement de l'esplanade des Palettes ainsi qu'un parking souterrain de 220 places.

Dans sa délibération du 20 décembre 2012, le Conseil municipal de la commune de Lancy a préavisé favorablement ce projet. La procédure d'opposition, ouverte du 1^{er} février au 4 mars 2013, n'a suscité aucune opposition.

Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la Feuille d'avis officielle, le plan sera disponible sur le site Internet de l'Etat de Genève à l'adresse www.ge.ch/amenagement/plansadoptes.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 80.

Meyrin : approbation du plan de site de Meyrin-Parc



Le Conseil d'Etat a adopté le plan de site de Meyrin-Parc, situé entre la rue des Boudines et les avenues Sainte-Cécile, de Vaudagne, de Mategnin et de Feuillasse, sur la commune de Meyrin. Il entend ainsi concrétiser l'objectif de protection de ce secteur, dont les bâtiments forment la première urbanisation de la cité-satellite de Meyrin et constituent un ensemble par leurs principes architecturaux. Ce plan préserve également de larges espaces de verdure aménagés entre les bâtiments en raison d'une topographie vallonnée.

Dans ses délibérations du 17 novembre 2009 et du 17 mai 2011, le Conseil municipal de Meyrin avait préavisé favorablement ce projet sous réserve de modifications. La procédure d'opposition ouverte du 23 mars au 7 mai 2012 avait suscité deux oppositions qui sont rejetées simultanément à l'adoption du plan de site.

Pour toute information complémentaire : Mme Sabine Nemec-Piguet, directrice générale de l'office du patrimoine et des sites, DU, ☎ 022 546 60 95.

Parc-relais à la jonction autoroutière de Ferney-Voltaire : vaste étude programmée

En réponse à une [motion demandant la réalisation d'un P+R à proximité de la jonction autoroutière de Ferney et la mise en place d'une desserte en site propre par les transports en commun](#), le Conseil d'Etat a indiqué que, conformément au plan d'actions des parcs relais pour la période 2011-2014, il entendait effectivement lancer l'étude relative à un tel parc-relais.

Ce dernier répondra à la fois au développement attendu de ce secteur (+15 000 emplois et + 7500 habitants), à la réalisation d'un tramway sur la commune du Grand-Saconnex et au projet de nouvelle jonction autoroutière dans le cadre du projet « Route des Nations ».

Le parc-relais pourrait se situer sur le site de l'actuel « P47 », situé sur des terrains aux abords de l'aéroport. Il sera réalisé par la Fondation des parkings, conformément à ses prérogatives données par la [loi sur la Fondation des parkings](#).

Pour toute information complémentaire : M. Alexandre Prina, direction de la planification générale, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 25.

Création de « zones bleues » dans les nouveaux parkings en sous-sol

En réponse à une [motion relative aux modalités d'application de la compensation de places de stationnement supprimées en surface](#), le Conseil d'Etat appuie la proposition visant la création de places de type « zone bleue » dans les nouveaux parkings en sous-sol, tout en étudiant une tarification spécifique, au cas par cas, pour les habitants. Le gouvernement souligne en revanche que la création de nouvelles zones bleues en surface en remplacement de places payantes pourrait, quant à elle, aller à l'encontre de l'objectif 4 du plan

directeur du stationnement, qui consiste à « garantir l'accessibilité aux services, aux commerces et aux activités de loisirs » pour les visiteurs.

Par ailleurs, en réponse à une autre [motion](#) relative à la gestion de la compensation des places supprimées en surface, le Conseil d'Etat propose de modifier le règlement d'application de la [législation fédérale sur la circulation routière](#). L'offre de référence 2011 sera quantifiée, le nombre de places supprimées comptabilisées et assorties de solutions permettant d'assurer leur compensation. Une structure assurera le suivi de l'ensemble du dispositif.

Pour toute information complémentaire : M. Alexandre Prina, direction de la planification générale, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 25.

Adoption du rapport de gestion et des comptes 2012 de la Fondation des parkings

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil son rapport sur les comptes et le rapport annuel de gestion de la Fondation des parkings pour l'exercice 2012. La fondation a notamment pour priorité la construction de parcs-relais P+R et de parkings destinés aux habitants et au public et œuvre comme force de proposition et de conception.

En 2012, la fondation a enregistré un bénéfice net de 28 millions de francs (8,8 millions en 2011) en raison d'un produit extraordinaire généré par la vente du parking P26 à Genève Aéroport, opération menée conformément à la décision du Conseil d'Etat. Les produits se montent à 62,6 millions de francs (41,9 millions en 2011) et les charges s'élèvent à 34,6 millions de francs (33,1 millions en 2011). Hors produit de cette vente, le bénéfice net serait de 7,5 millions de francs.

En 2012, un nouveau parking P+R de 45 places a été mis en service à Meyrin-Gravière. A l'autre bout de la ligne 14 des TPG, le P+R de Bernex a introduit à l'essai un abonnement journalier permettant de parquer une voiture et le transport public de deux personnes pour le prix de 12 francs par jour. Cette expérience positive sera poursuivie.

L'année 2012 a vu également la réouverture, après d'importants travaux, du parking P+R de Sécheron. Ses 433 places sont transitoirement utilisées par les employés de l'Organisation mondiale du commerce jusqu'à la construction de leur propre parking. Dès janvier 2014, les habitants du quartier et le public pourront à nouveau disposer de cette infrastructure. Des investissements importants (4,3 millions de francs) ont servi à rénover diverses installations dans les parkings de Saint-Antoine, des Alpes, de l'Etoile et de Sous-Moulin, notamment en lien avec la sécurisation des personnes et des biens.

Grâce au système « Parc+Bicyclette » (P+B), les pendulaires souhaitant effectuer la dernière partie de leur trajet à vélo disposent d'un local sécurisé pour leur bicyclette dans les P+B de Genève-Plage, de l'Etoile (où 46 places supplémentaires ont été ajoutées), de Sous-Moulin et de Voie-Centrale. La fondation gère également la station de vélos de Montbrillant (336 places), mise en service en 2012 et qui rencontre un grand succès. Un nouvel espace de 61 places pour les deux-roues motorisés a été ouvert au parking de Saint-Antoine.

Après la Ville de Lancy en 2011, les communes de Vernier, Chêne-Bourg et Plan-les-Ouates se sont dotées en 2012 d'une zone bleue et du système des macarons. Depuis le 1^{er} janvier dernier, la Ville de Carouge a également mis en place ce dispositif. Ces communes, à l'exception de Chêne-Bourg, ont recouru à la fondation pour les prestations de contrôle, ce qui contribue à l'amélioration et à l'homogénéisation du contrôle du parage. Le macaron multizone « Plus », destiné aux entreprises actives dans les secteurs du centre-ville, rencontre un vif succès (29 804 macarons vendus, en hausse de 54% par rapport à 2011).

Pour toute information complémentaire : Mme Sylvie Penel, économiste, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 98.

TPG : adoption des comptes et du rapport sur la réalisation de l'offre 2012

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil son rapport sur les comptes consolidés et le rapport de réalisation de l'offre 2012 des Transports publics genevois (TPG). L'ensemble des développements prévus du réseau a été réalisé et l'offre de transport a été augmentée de 24,3% par rapport à l'année de référence 2010.

Différentes améliorations de lignes et de cadences contribuent aussi à ce résultat. Il s'agit notamment de la simplification du réseau de tram à trois lignes (dont une ligne prolongée jusqu'à Bernex), de l'amélioration des cadences de l'ensemble des lignes de trolleybus aux heures de pointe et en journée et, *in fine*, de l'amélioration des tracés et des cadences de différentes lignes de bus aux heures de pointe, suite à la mise en place du nouveau réseau en décembre 2011. La création d'une voie bus sur le pont du Mont-Blanc a permis d'augmenter la vitesse commerciale des lignes y circulant.

La fréquentation a augmenté de 3,2% entre 2011 et 2012, le développement de l'offre apparaît ainsi adapté aux besoins de la majorité de la clientèle. Entre 2010 et 2012, la croissance des voyages kilomètres mesurés (VKM) a été de +8,89%. Depuis décembre 2011, le nouveau réseau a bénéficié de mesures d'optimisation pilotées par une cellule d'accompagnement *ad hoc* réunissant les TPG, la direction générale de la mobilité, l'office du génie civil, la Ville de Genève et la police cantonale.

Sur le plan financier, l'exercice 2012 s'est clôturé avec un bénéfice net de 641 089 francs, alors que le budget prévoyait une perte de 4,32 millions de francs. Ce bon résultat est notamment lié à des charges d'amortissements et d'intérêts inférieures découlant d'un décalage dans le temps de certains investissements prévus, notamment des distributeurs automatiques de billets et le nouveau dépôt à En Chardon. A l'échéance de la deuxième année du contrat de prestations, le taux de réalisation des investissements prévus a atteint 84,9%.

Les produits d'exploitation sont en amélioration de 1,3% sur le budget, pour atteindre 397,872 millions de francs. Par rapport à l'année précédente, ils augmentent de 7,8%. Les revenus du transport sont globalement conformes au budget (-0,4%). Les recettes des abonnements sont nettement plus élevées que le budget, alors que les recettes de billets et cartes journalières sont en repli, illustrant une fidélisation accrue des usagers.

Quant aux charges d'exploitation, elles sont également supérieures au budget, atteignant 384,324 millions de francs. Cela représente un dépassement budgétaire de 1,1%, qui correspond à +9,3% de charges supplémentaires par rapport à l'exercice précédent.

En 2012, les TPG ont acquis treize trams Tango, trois véhicules légers et les nouveaux équipements embarqués. En outre, 259 nouveaux distributeurs automatiques de billets ont été mis en service. Les indicateurs de performance figurant dans le contrat de prestations ont tous été respectés en 2012, qui est la deuxième année du contrat de prestations 2011-2014.

Pour toute information complémentaire : Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat, DIME, ☎ 022 327 96 01.

Cliniques genevoises de Joli-Mont et de Montana : comptes 2012 approuvés

Le Conseil d'Etat a approuvé les comptes 2012 des cliniques genevoises de Joli-Mont et de Montana.

Ces comptes présentent un excédent de 1,936 million de francs, dont la répartition a été fixée à hauteur de 25% en faveur des cliniques, les 75% restants étant restitués à l'Etat de Genève, conformément aux clauses du contrat de prestations conclu entre les parties pour les années 2012 à 2015.

*Pour toute information complémentaire : M. Dominique Ritter, directeur, service financier, DARES,
☎ 022 546 88 30.*

Fondation d'aide aux entreprises : comptes 2012 approuvés

Le Conseil d'Etat a approuvé les comptes 2012 de la Fondation d'aide aux entreprises (FAE). Le montant de l'indemnité annuelle de fonctionnement s'est élevée à 1,367 million de francs pour 2012, soit un montant inférieur de 410 955 francs à celui prévu au budget. Au 31 décembre 2012, le montant global des cautionnements, obligations de garanties et constitution de gages en faveur de tiers s'élevait à 17,651 millions de francs, soit une augmentation de 2,836 millions par rapport à la situation au 31 décembre 2011.

L'exercice 2012 correspond au premier exercice du deuxième contrat de prestations signé par l'Etat de Genève et la Fondation d'aide aux entreprises.

*Pour toute information complémentaire : M. Dominique Ritter, directeur, service financier, DARES,
☎ 022 546 88 30.*

Métiers de la métallurgie du bâtiment : extension du champ d'application des conventions collectives de travail

Le Conseil d'Etat a étendu le champ d'application de diverses modifications des conventions collectives de travail (CCT) pour les métiers de la métallurgie du bâtiment. Cette extension court jusqu'à l'échéance des CCT, soit jusqu'au 31 décembre 2013. Par cette extension, le Conseil d'Etat répond à la demande des partenaires sociaux.

Sur un plan formel, l'arrêté du Conseil d'Etat doit encore être approuvé par le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) avant de pouvoir entrer en vigueur, au plus tôt le 1^{er} juin 2013.

Pour toute information complémentaire : Mme Christina Stoll, directrice générale a.i. de l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail, DSE, ☎ 022 388 29 29.

Ouverture de la période de dépôt des listes pour les premières élections cantonales sous l'ère de la nouvelle constitution et adaptation de la législation

Vendredi 26 avril s'ouvre la période de dépôt des listes pour l'élection du Grand Conseil et pour le premier tour de l'élection du Conseil d'Etat qui se tiendront le 6 octobre 2013. Les partis et groupements ont jusqu'au lundi 1^{er} juillet 2013 à midi pour déposer leurs listes de candidatures au service des votations et élections de la chancellerie d'Etat.

En raison de la mise en œuvre de la nouvelle constitution, pour la première fois, l'élection des cent député-e-s du Grand Conseil et le premier tour de celle des sept membres du Conseil d'Etat se dérouleront le même jour (art. 81 et art. 102). Cette situation inédite pour notre canton nécessitera un renforcement du dispositif de dépouillement centralisé qui se tiendra comme d'habitude à Uni Mail.

Afin de gagner du temps dans les opérations de dépouillement et d'en améliorer le processus, le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un [projet de loi visant à autoriser de manière centralisée la conservation des enveloppes de vote par correspondance](#). Jusqu'à présent, lors des élections, ces enveloppes (représentant quelque 95% des votes) étaient remises aux locaux de vote, où elles étaient ouvertes et triées avant d'être réacheminées à Uni Mail pour leur dépouillement.

La modification de la loi sur l'exercice des droits politiques permettra au millier de jurés présents à Uni Mail de dépouiller les bulletins de vote par correspondance directement dès 12h00. Cette mesure vise également à réduire les risques d'oublis de bulletins ou de pré-comptage erroné dans les locaux de vote. Cela a été déjà testé avec succès le 4 novembre 2012 lors de l'élection de la Cour des comptes et de l'élection complémentaire au Conseil administratif de la Ville de Genève.

Cette adaptation législative devrait permettre de connaître les résultats nominatifs des deux élections issus du premier dépouillement intégral le dimanche 6 octobre en début de soirée pour le Conseil d'Etat et aux alentours de minuit pour le Grand Conseil. Le deuxième dépouillement se poursuivra dans la nuit afin d'avoir des résultats définitifs en tout début d'après-midi le lundi 7 octobre et de remettre à l'université les locaux le plus rapidement possible pour les cours. En effet, le nombre de bulletins à dépouiller et à saisir le même jour va doubler (pour rappel en 2009, plus de 93 000 votes avaient été traités pour l'élection du Grand Conseil et plus de 109 000 pour celle du Conseil d'Etat), nécessitant *de facto* plus de temps pour délivrer les résultats.

Le deuxième tour de l'élection du Conseil d'Etat aura lieu, quant à lui, le dimanche 10 novembre 2013.

*Pour tout complément d'information : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Le règlement d'application de la loi sur l'exercice des droits politiques adapté à la nouvelle constitution

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement d'application de la loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP), fixant notamment le nombre de signatures nécessaires pour l'aboutissement d'une initiative ou d'un référendum, tant au niveau cantonal que communal. Il s'agit d'une concrétisation des dispositions de la nouvelle constitution, qui entrera en vigueur le 1^{er} juin prochain.

Au niveau cantonal :

	Nombre d'électeurs	Pourcentage	Nombre de signatures
Initiative populaire constitutionnelle (art. 56, al. 1 Cst)	241'047	4%	9642
Initiative populaire législative (art. 57, al. 1 Cst)	241'047	3%	7232
Référendum (art. 67, al. 1 Cst)	241'047	3%	7232

Au niveau municipal : [voir tableau en annexe](#).

Pour rappel, le Grand Conseil a adopté la [loi 11070 modifiant la loi sur l'exercice des droits politiques](#), du 15 octobre 1982 (LEDP; A 5 05), lors de sa séance du 21 mars dernier. Il s'agit de la première adaptation législative à la nouvelle constitution. Si le référendum n'est pas demandé, la loi 11070 entrera en vigueur le 1^{er} juin prochain.

Ce règlement concrétise aussi la [loi 11025 modifiant la loi sur l'exercice des droits politiques, en matière d'affichage politique](#) et précise le nombre d'emplacements de panneaux d'affichage par commune ([voir tableau en annexe](#)).

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.

Suppression du transport du matériel électoral par la police

Le Conseil d'Etat a adopté une modification du règlement d'application de la [loi sur l'exercice des droits politiques](#), soit la suppression de l'obligation, pour la police, de transporter, le vendredi avant les scrutins, du matériel électoral dans les locaux de vote (enveloppes de votes vides, bulletins de votes vides, affiches, matériel de bureau, etc.). Il est prévu que ce transport soit effectué par une entreprise privée.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.

Changements de conseillères et conseillers municipaux

Dans le courant du mois d'avril 2013, le service des votations et élections a effectué trois changements d'élus municipaux dans les communes du canton.



A Dardagny, M. Eric Schmidt, démissionnaire de la liste « Entente communale », a été remplacé par Mme **Laure Bovy**.

Par ailleurs, en l'absence de « viennent-ensuite » sur la liste électorale, deux élections complémentaires par dépôt prioritaire, conformément à l'article 164 de la loi sur l'exercice des droits politiques, ont eu lieu dans les communes suivantes :

A Chêne-Bourg, Mme Léna Abi Chaker, démissionnaire de la liste « Les Verts », a été remplacée par M. **Philippe Moser**.





A Plan-les-Ouates, M. Flavio Barros Teixeira, démissionnaire de la liste « Les Verts », a été remplacé par M. **Pierre Torri**.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
29 avril 11h00	Un nouveau plan de mesures pour lutter contre la pollution de l'air	Salle des Fiefs de l'Hôtel de Ville 2, rue de l'Hôtel-de-Ville 1204 Genève	DIME	Leyla Caragnano ☎ 022 546 76 14
30 avril 19h00	Soirée-débat « Médias et politique : quelle place pour les femmes dans l'arène ? »	Brasserie des Halles de l'Ile 1, place de l'Ile 1204 Genève	DS	Muriel Golay ☎ 022 388 74 50 ou 078 621 60 44
2 mai 10h00	Lancement de l'appel d'offres aux investisseurs pour le site de la caserne des Vernets	Pavillon Sicli 45, route des Acacias 1227 Acacias	DU	Rafaële Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25
14 mai 11h00	« Exercice INTER » et signature d'une convention avec le Préfet de la Région Rhône-Alpes	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DS	Caroline Widmer ☎ 022 327 92 16